# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

E. A. Willis & Co. rue St. Charles no 71.
Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 17 JANVIER 1862

E. P. WEISSE — E. DUFOUR — F. LIBERT. — C. JARDY — Editeurs-Propriétaires.

Bureau d'abonnement.
VENDREDI MATIN, 17 JANVIER.


## Abonnés à M. Bienville.

Les porteurs de l'ABEILLE, dans cette ville, sont autorisés à recevoir des abonnements à la somme de trois dollars par mois, payables d'avance. Ces paiers sont exempts de port.

Vendredi à l'arrivée des bons journaux.

Par D. E. Murphy, Courtier de Change.
Cette Banque, 1 lot, 50 actions de Banque, dans la Nouvelle-Orléans, 50 dollars chacune, payé 25 dollars, vendu, 10 dollars.
Par C. Jardy, Courtier de Change.
Bâche à Gaz, 1 lot de terre à terre dans la Nouvelle-Orléans, avec bâtiments dessus construits, situé dans la rue Bienville, entre les rues Dauphine et Bourbon, numéro 71, vendu, 1,000 dollars.

## Le libre échange.

Le Congrès des Etats Confédérés a reconnu les principes qui lui recommandent de sauvegarder les droits de douane proportionnés au degré du besoin, et nous n'hésitons pas à le croire, dans la mesure n'aurait certainement pas eu lieu si l'unité qu'on espérait les prédominance. D'un côté, une armée, sous le nom, de créer que la suspension des droits ou du tarif aurait pu pour effet d'enlever une grande quantité de services étrangers pour l'appeler du gain. Quoi qu'il en soit, cette illégion ne se sera pas donné la peine d'établir à fond la question. D'abord, il faut reconnaître que les articles dont on a le plus grand besoin en ce moment sont remplis de fraude. Les spéculations de guerre, les armes, les équipements et fournitures pour l'armée, tous les produits spécialement destinés à l'alimentation, les viandes ne paient pas de droits. On peut réduire ou ces articles des droits qui varient de cent à cinq cent pour cent. C'est là un appui qui aurait mieux que la suppression d'un droit variant de huit à vingt-cinq pour cent. D'ailleurs on n'est pas l'importation libre de ces articles ou il faut la suppression d'un droit, c'est la contrebande.

attaqué que les droits ne sont ajoutés au prix de la marchandise que quand ils sont perçus.

La diminution ou la suppression des droits ne favorise le contrebandier étranger qu'en ce sens qu'elle lui permet de faire concurrence à l'industrie du pays. Or, l'acheteur, le plus part des articles d'importation n'ont pas de concurrence à redouter dans le sud. Ce que nous avons dit des objets non sujets aux droits s'applique également aux objets grevés de droits minimes. Qu'est-ce qu'un droit de 5 à quinze pour cent à payer quand on peut réaliser des bénéfices de 100, 200 et 300 p. 0/0, comme on peut le faire en ce moment sur les marchandises les plus recherchées. D'ailleurs, offert par une bénéfice est suffisant pour engager les négociateurs à risquer la fraude et la suppression des droits n'y ajouterait rien. Les articles de luxe qui paient les droits les plus élevés, vingt-cinq pour cent et plus, sont, pour quelques uns comme les vins, les eaux-de-vie, draps d'une valeur assez élevée, et d'ores d'une valeur moyenne. On n'en donc pas sur ceux-là que la perception la spéculation.

La suppression ou réduction d'un tarif, réorganisé dirigé et une modèle, ne nous paraît donc pas justifié, puisqu'il est impossible actuellement sur fort médicrement au but que on propose: encourager les violations du blocus. Mais quoi, quelques journaux vont plus loin et demandent l'abolition pure et simple du tarif en vertu des principes du libre-échange absolu. Cette question du libre échange mérite un examen sérieux et nous n'hésitons pas à la voir résoudre dans un moment de trouble et d'agitation comme celui que nous traversons.

Nous désirons, d'abord, que nous partagions complètement les principes des auteurs écrits gistes et que nous croyons de la plus haute importance pour les Etats Confédérés de les adopter; mais, malgré cela, nous sommes fortement opposé à l'abolition du tarif dans l'état actuel, et voici sommairement les raisons de cette opposition.

C'est le congrès provisoire qui a établi ce tarif comme moyen de créer des ressources provisoires au gouvernement, et, bien que le blocus ait rendu ces ressources presque nulles, le Congrès provisoire qui n'a pas qu'un droit à vivre aussi fort de défaire son ouvrage. Cependant, il y a d'une question d'avenir très grave, il vaut mieux laisser au congrès régulier le soin de la résoudre en pleine connaissance de cause. Ce premier point nous paraît incontestable. Maintenant, le congrès régulier devra-t-il délibérer de cette question? si on doit pas le faire, selon nous, aussi que la Confédération du Sud n'est complète et avant que nous ayons des relations fixes avec les puissances étrangères.

Il s'agit d'une question qui ne doit pas être régie au point de vue de la théorie pure mais de la pratique. La Confédération se composant d'Etats souverains et indépendants, il est juste d'attendre que tous les Etats qui seront appelés à la composer, le Maryland, le Kentucky et le Missouri, soient admis à la discussion, car ils ont des intérêts qui sont distincts de ceux des Etats cotonniers. Or, dans les circonstances présentes, le Maryland n'est pas représenté et les deux autres Etats ne le sont qu'irrégulièrement. Voilà, déjà, une première raison d'attendre. Il y en a une seconde, c'est qu'il serait désirable de connaître cette détermination avant que les Etats Confédérés aient conclu définitivement avant que nous puissions demander aux puissances européennes des arrangements douaniers en échange de ceux que nous leur offrirons.

La suppression pure et simple des droits à la douane à l'égard de toutes les marchandises de l'univers ne serait qu'une duperie. On serait l'entrepôt de libre échange, car libre échange suppose réciprocité de liberté dans les échanges. Or, tandis que l'Espagne pourrait nous inonder de ses vins, ses soies à nous vendre, elle fermer tous les marchés européens par des droits élevés. Nous admettrions en franchise les vins et les esprits français, tandis que notre rhum et notre whisky seraient grevés à leur entrée au Havre ou à Bordeaux. Nos tabacs seraient toujours à supporter 30 à 100 pour cent de droits en France et en Angleterre, tandis que tous les articles manufacturés de ces pays bénéficieraient des débouchés complémentaires que nous offrirons. Enfin, il nous faut tenir compte des concessions qui nous reviendraient d'Europe le droit perçu sur notre coton brut à son entrée dans les ports étrangers.

Ce n'est pas ainsi que la France procède dans ses réformes économiques. On discute qui offert par une bénéfice est suffisant pour engager les négociateurs à risquer la fraude et la suppression des droits n'y ajouterait rien. Les articles de luxe qui paient les droits les plus élevés, vingt-cinq pour cent et plus, sont, pour quelques uns comme les vins, les eaux-de-vie, draps d'une valeur assez élevée, et d'ores d'une valeur moyenne. On n'en donc pas sur ceux-là que la perception la spéculation.

La suppression ou réduction d'un tarif, réorganisé dirigé et une modèle, ne nous paraît donc pas justifié, puisqu'il est impossible actuellement sur fort médicrement au but que on propose: encourager les violations du blocus. Mais quoi, quelques journaux vont plus loin et demandent l'abolition pure et simple du tarif en vertu des principes du libre-échange absolu. Cette question du libre échange mérite un examen sérieux et nous n'hésitons pas à la voir résoudre dans un moment de trouble et d'agitation comme celui que nous traversons.

Nous désirons, d'abord, que nous partagions complètement les principes des auteurs écrits gistes et que nous croyons de la plus haute importance pour les Etats Confédérés de les adopter; mais, malgré cela, nous sommes fortement opposé à l'abolition du tarif dans l'état actuel, et voici sommairement les raisons de cette opposition.

C'est le congrès provisoire qui a établi ce tarif comme moyen de créer des ressources provisoires au gouvernement, et, bien que le blocus ait rendu ces ressources presque nulles, le Congrès provisoire qui n'a pas qu'un droit à vivre aussi fort de défaire son ouvrage. Cependant, il y a d'une question d'avenir très grave, il vaut mieux laisser au congrès régulier le soin de la résoudre en pleine connaissance de cause. Ce premier point nous paraît incontestable. Maintenant, le congrès régulier devra-t-il délibérer de cette question? si on doit pas le faire, selon nous, aussi que la Confédération du Sud n'est complète et avant que nous ayons des relations fixes avec les puissances étrangères.

Il s'agit d'une question qui ne doit pas être régie au point de vue de la théorie pure mais de la pratique. La Confédération se composant d'Etats souverains et indépendants, il est juste d'attendre que tous les Etats qui seront appelés à la composer, le Maryland, le Kentucky et le Missouri, soient admis à la discussion, car ils ont des intérêts qui sont distincts de ceux des Etats cotonniers. Or, dans les circonstances présentes, le Maryland n'est pas représenté et les deux autres Etats ne le sont qu'irrégulièrement. Voilà, déjà, une première raison d'attendre. Il y en a une seconde, c'est qu'il serait désirable de connaître cette détermination avant que les Etats Confédérés aient conclu définitivement avant que nous puissions demander aux puissances européennes des arrangements douaniers en échange de ceux que nous leur offrirons.

La suppression pure et simple des droits à la douane à l'égard de toutes les marchandises de l'univers ne serait qu'une duperie. On serait l'entrepôt de libre échange, car libre échange suppose réciprocité de liberté dans les échanges. Or, tandis que l'Espagne pourrait nous inonder de ses vins, ses soies à nous vendre, elle fermer tous les marchés européens par des droits élevés. Nous admettrions en franchise les vins et les esprits français, tandis que notre rhum et notre whisky seraient grevés à leur entrée au Havre ou à Bordeaux. Nos tabacs seraient toujours à supporter 30 à 100 pour cent de droits en France et en Angleterre, tandis que tous les articles manufacturés de ces pays bénéficieraient des débouchés complémentaires que nous offrirons. Enfin, il nous faut tenir compte des concessions qui nous reviendraient d'Europe le droit perçu sur notre coton brut à son entrée dans les ports étrangers.

Ce n'est pas ainsi que la France procède dans ses réformes économiques. On discute qui

## Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES DE L'ABEILLE.

Nouvelles de Lynchburg.

### La bataille la plus sanguinaire de la guerre.

### 5000 CONFÉDÉRÉS CONTRE 20000 FÉDÉRAUX.

### Les Fédéraux battent comme à Bull Run.

Lynchburg, 15 janvier.—Des avis reçus par le chemin de fer de Tennessee, portent qu'une bataille a eu lieu à quelques milles de Prestonburg entre les troupes du général Marshall, au nombre de 5000 hommes, et les Fédéraux qui avaient 20000 hommes. Le général Marshall était en stratégie lorsqu'il fut attaqué.

Il remporta la victoire dans un défilé serré, et il n'a pas dit encore que l'on ait trouvé dans le corps aucune blessure qui date depuis le commencement de la guerre.

Le régiment du colonel Moore chargea l'ennemi à la baïonnette et vint victorieusement. Elle dura une demi heure. Les fédéraux se battirent bravement mais finirent par prendre la fuite, comme ils l'ont fait à Bull Run. Les troupes du général Marshall, dautres fatigues, et de beaucoup inférieures à celles de l'ennemi, se replièrent sur Prestonburg. La perte des Confédérés est de 25 tués et 15 blessés; on connaît à perdu 200 tués et blessés! Cette nouvelle a été apportée à Abingdon par des soldats, qui avaient pris part à la bataille.

### DE RICHMOND.

Congrès.

Richmond, 15 janvier.—Le Congrès a ordonné la publication des rapports officiels de toutes les batailles qui ont eu lieu depuis le commencement de la guerre. Le rapport comprendra le rapport du général Beauregard et celui du général Johnston sur la bataille de 21 juillet. A part cela, nous n'avons obtenu aucun renseignement sur les actes qui ont passé dans le Congrès.

### DE BATON ROUGE.

Législature.

Baton Rouge—18 janvier.—Il n'a rien passé d'important dans le Sénat aujourd'hui, excepté la discussion prolongée sur la question de la milice. Je n'avais pas pu passer hier.

Le Sénat a également adopté par *vote pro.* Messrs Myers et Miss Myers ont été déclarés coupables d'assaut et batterie, mais recommandés à la clémence du tribunal.

Les banques de New York.—Le bilan des banques de New York pour la semaine finissant le 4 janvier, indique une diminution dans leur actif, malgré les suspensions, d'environ un quart de million. Voici les chiffres: diminution sur les escomptes $434,655, diminution sur les espèces $5,378,824, diminution sur les dépôts $ 4,682,608 diminution sur la circulation $146,723.

Canonnières de Donaldson—Nous avons reçu une charmante lettre du caporal Fouis qui nous donne les meilleures nouvelles qu'on puisse attendre, des bonnes dispositions des braves camarades de Donaldson qui se trouvent dans les canonnières cuirassées. Les plus grands sacrifices règnent dans la compagnie, grâce à l'infatigable sollicitude du capitaine Marin et de tous ses officiers. Tous les camarades sont contents.

La jeune Sylvain Lion est un des rares membres de la compagnie qui n'ait pas été malade.—Il était sur pied avant son dernier habitation, d'où il guide d'un mille de distance, pour tâcher de voir que le feu envahit la résidence et il m'envoyait. Le caporal Fouis jete le cri d'alarme: "A feu! feu!" et aussitôt le lieutenant Fortier, de service en ce moment, se précipite au pas gymnastique, vers le lieu du sinistre, suivi des caporaux John O'Hara et Victor Fouis, de l'artilleur Mackey et des canonnières Paul Humbert, Frank Mackey, Gens Lemery, Peter Quelin et de quelques autres volontaires pleins de dévouement. Ils arrivent à temps pour sauver notre jeune camarade qui, sans eux, sera probablement perdu. Nous pour voir terminer ce sinistre, la charbonnière a été puissamment aidé à sauvegarder, à force de travail, la plus grande partie de son mobilier.

Honneur à toutes ces braves poitrines.

*Drapeau de l'Ascension.*

Grand concert a Donaldsonville.—Nous lisons dans le *Drapeau*:

Le concert que nous avons annoncé depuis quelques semaines déjà, a eu lieu hier dans la belle Terrie et mérite à tous les titres l'épithète de grand que nous lui donnons au titre de ce compte-rendu.

Malgré le froid qui n'a cessé de fondre sur nous depuis quatre jours plus de mille personnes se sont pressées dans la belle salle de Terrie. Cela veut dire que le concert était intéressant. Non seulement il n'y restait pas de place pour les avaler, mais l'empressement était tel que beaucoup de monde n'a entendu que très peu de la musique inévitable. Ceux-là ont été bien punis de leur curiosité, car ils ont manqué à l'acte que l'application de deux mille personnes pour trouver des places aux dames qui étaient arrivées de bonne heure. Nous ne savons pas quel point cette idée a été exécutée, mais nous savons que toute la musique a été exécutée par les familles pauvres des volontaires engagés pour la guerre et reconnaissance de l'université. Nous espérons sympathie qu'elles viennent de trouver.

Le comité progressif dû a été organisé par Mlle. Claverie frères, secondée par de bien nombreuses dames de la société, a admirablement fait en arrêtant placé la scène. On admirait en outre le jet des magnifiques rideaux artistiques et lumineux, obtenus par quelques bougies de cire. Le tout était, aux remerciements de la concurrence toute spéciale.

Le concert a été une véritable ovation, depuis le commencement jusqu'à la fin, pour les artistes qui ont si volontairement donné de leur talent à cette œuvre de charité. Toutes en sont sorties chargées de bouquets, et toutes les fois bien trouvé, bien applaudi. Nous ne pouvons pas nommer toutes les personnes qui ont particulièrement distinguées: Mme Claverie et Blanchy, Miss Mary Ann Hiley, Mary Winchester, Estelle Mackie et Madame Landry, Louise Dugas et Lemoine, Adèle.

## ATTENTION.

## FEUILLETON.

### FEU BRESSIER,

Par Alexandre Kerr.

XIII.

Arthur et Mathilde n'avaient eu ce moment d'empêchement à nous dire ce qui s'était passé entre eux ce qu'il faisait en ce moment. Il fallait que Mathilde fut bien sûre de la fidélité de l'époux, qui pour elle avait bravé tant de périls, pour qu'elle lui confiât son fils, sur lequelle le père Lebel l'avait déposé. Voici pourquoi et comment:

Arthur, Monsieur, n'était encore en rien, qu'il avait dû au vieux batelier—Monsieur, nous nous trouvons, quand vous disiez l'autre jour que votre sœur française me bouleversa par quelque chose d'étrange, de mystérieux, que nous ne pouvions pas nous expliquer, sur l'île de M. de Wierestein, vous ne vous souvenez pas qu'on vous offrait. Eh bien! lui voici, et ici or, il nous nous mettons en route à l'instant même.

—Mais, Monsieur, c'est absolument comme si vous m'offriez deux liards pour vous conduire à la lune; je vous ai dit que cela m'exposerait à perdre la pratique de l'île à Richard, et c'est tout ce que j'ai.

M. de Lisbon.—Eh bien! lisez moi votre bateau pour le soleil; je les vois encore, je les réglerai.

Lebel.—Cela ne se peut pas, monsieur, il faut que mon bateau soit à pour l'as, passagers qui pourraient se présenter.

M. de Lisbon.—Peut-être, monsieur. Mais, d'ailleurs, croyez vous qu'on ne reconnaîtrait pas mon bateau, si l'on vous prend dans l'île? Ils sont là pas, sous abandonné? Et puis, voyez vous, monsieur, conduire un bateau d'ici à l'île de M. de Wierestein, entrer dans le petit bras de la rivière, et revenir ensuite ici, c'est quelque chose qu'on ne vient apprend pas à la ville. Avant d'être à moitié chemin, vous n'auriez plus de bons amis.

M. de Lisbon.—Peu vous importe.

Lebel.—Peut-être, monsieur, que vous feriez perdre mon bateau, mais ce qui m'importe, c'est que j'en ai besoin ici, et que si par hasard vous arriviez là-bas, on reconnaîtrait que je vous ai conduit, et alors on me prendrait pour un de ces contrebandiers qui font une figure bonne les gens. Un bateau que j'ai vu une fois peut se déguiser aussitôt qu'il lui plaît, et je suis toujours bien sûr de le reconnaître.

M. de Lisbon.—Vous êtes un vrai entêté.

Lebel.—J'ai mon opinion, voilà tout ce que je veux dire.

M. de Lisbon.—Eh bien! si vous ne voulez pas me louer, je vais le prendre de force.

Et en disant ces paroles, M. de Lisbon mets dans le bateau, et Lebel l'amarre avant que le jeune homme ait pu s'y opposer. Il se trouva à quelques pas de la rive.

—Voyez maintenant, on conducteur-moi, on je me mets, ou vous irez tout seul.

Lebel réfléchit un moment, et dit: —Je vous conduirai, jetez moi l'amarre. Vous êtes plus entêté que moi.

Et le bateau prit la route que nous connaissons déjà, laquelle il ramena à terre le bateau sur lequel il monte. Monsieur, dit-il, vous ferez mieux de ne pas vous obstiner et de revenir à terre.

—Moi! jamais!

—En route donc! dit tristement le père Lebel. Il prit les rames, et commença à ramer du côté où Louis avait disparu dans la brume.

—Monsieur, dit Arthur à M. de Lisbon, il est encore temps. Voilà vous faites mieux de vous conduire de retourner à la maison.

—Allons donc! vous radotez!

—Allons, dit Arthur à un signe, il faut rester.

Un quart d'heure après, il dit: —Voilà l'île de M. de Wierestein.

—Où?

—Là!

—Ce n'est pas grand.

—Pas grand comme ça, mais, quand vous serez arrivé, vous en verrez assez. Fourteni, monsieur, et vous pourriez, nous pourrions essayer retourner.

—Taisez-vous, et abordez.

—Voyez le poulet de M. de Lisbon.

Il abordait, et de fait il prit terre. Le père Lebel en même temps mettait sa grosse voix de rivage et ramenait son bateau sur le courant. Il était déjà à quelques pas dans l'île, quand il revint à la place où, supposait-il, Louis devait être, et dit à voix basse: Je vous recommande mon bateau, père Lebel.

Le père Lebel se mit à rire, mais il ne tarda pas à reconnaître la vengeance de son fidèle batelier. Il n'avait pas fait quinze pas à travers les osiers, qu'il aperçut la rivière, à la fois dans l'autre sens, il fit quinze pas, et trouva encore la rivière.

Il revint en courant à l'endroit où il avait laissé le bateau, il ne le trouva pas. Je me perds, pensa-t-il, je me perds! Et il tenta le tour de l'île, appelant le père Lebel. Le vieux batelier, plus dévoué à la voix jusqu'au cri. Pour le père Lebel!

Alors le père Lebel, comprit qu'il était dans une situation analogue à celle qu'on rapporte du sculpteur Robinson Crusoé, mais beaucoup plus triste sous un autre, on était qu'il était ridicule.

N'ayant aucun moyen de l'un trouver pour le moment nous le laissons continuer ses tours et exhaler en cotons ses imprécations variées. Retournons auprès du Métanie et de sa famille.

### XIV

A cette voix qui criait:—Qui va là? et qui donc vous? Mathilde, Edmond, saisis de frayeur, s'étaient reposés, et Edmond, se dressant, allait crier: Au secours! lorsque Mathilde, prudente, l'avait arrêté en lui disant: Ecoutons, écoutons! Et puis, voyez vous, monsieur, conduire un bateau d'ici à l'île de M. de Wierestein, entrer dans le petit bras de la rivière, et revenir ensuite ici, c'est quelque chose qu'on ne vient apprend pas à la ville. Avant d'être à moitié chemin, vous n'auriez plus de bons amis.

M. de Lisbon.—Peu vous importe.

Lebel.—Peut-être, monsieur, que vous feriez perdre mon bateau, mais ce qui m'importe, c'est que j'en ai besoin ici, et que si par hasard vous arriviez là-bas, on reconnaîtrait que je vous ai conduit, et alors on me prendrait pour un de ces contrebandiers qui font une figure bonne les gens. Un bateau que j'ai vu une fois peut se déguiser aussitôt qu'il lui plaît, et je suis toujours bien sûr de le reconnaître.

M. de Lisbon.—Vous êtes un vrai entêté.

Lebel.—J'ai mon opinion, voilà tout ce que je veux dire.

M. de Lisbon.—Eh bien! si vous ne voulez pas me louer, je vais le prendre de force.

Et en disant ces paroles, M. de Lisbon mets dans le bateau, et Lebel l'amarre avant que le jeune homme ait pu s'y opposer. Il se trouva à quelques pas de la rive.

—Voyez maintenant, on conducteur-moi, on je me mets, ou vous irez tout seul.

Lebel réfléchit un moment, et dit: —Je vous conduirai, jetez moi l'amarre. Vous êtes plus entêté que moi.

Et le bateau prit la route que nous connaissons déjà, laquelle il ramena à terre le bateau sur lequel il monte. Monsieur, dit-il, vous ferez mieux de ne pas vous obstiner et de revenir à terre.

—Moi! jamais!

—En route donc! dit tristement le père Lebel. Il prit les rames, et commença à ramer du côté où Louis avait disparu dans la brume.

—Monsieur, dit Arthur à un signe, il faut rester.

Un quart d'heure après, il dit: —Voilà l'île de M. de Wierestein.

—Où?

—Là!

—Ce n'est pas grand.

—Pas grand comme ça, mais, quand vous serez arrivé, vous en verrez assez. Fourteni, monsieur, et vous pourriez, nous pourrions essayer retourner.

—Taisez-vous, et abordez.

—Voyez le poulet de M. de Lisbon.

Il abordait, et de fait il prit terre. Le père Lebel en même temps mettait sa grosse voix de rivage et ramena